



DESENGAGEMENT ISRAELIEN DE GAZA : COURAGE POLITIQUE OU DIVERSION MEDIATIQUE

Opération courageuse, retrait historique, avancée pour la paix... Sharon serait-il subitement devenu un artisan de paix, ou bien le désengagement de Gaza n'est-il qu'un pansement, voire qu'une diversion pour faire oublier l'occupation ?

▪ **Genèse d'un désengagement**

Le décembre 2003, Ariel Sharon annonçait le désengagement des forces israéliennes des colonies de Gaza et du nord de la Cisjordanie. Devant la 4^{ème} conférence Herzlyia, qui regroupait des leaders israéliens et internationaux, le premier ministre de l'état d'Israël déclarait : « *Comme tous les citoyens israéliens, j'aspire à la paix. J'attache la plus haute importance à saisir les occasions qui peuvent rendre possibles les progrès vers une résolution du conflit avec les Palestiniens. Cependant, aux vues des défis auxquels nous faisons face, si les Palestiniens ne font pas le même effort en direction d'une résolution du conflit, je ne compte pas les attendre indéfiniment.* » Cette déclaration montre à la fois le caractère unilatéral de ce plan et confirme la politique israélienne de refus négocier avec les autorités palestiniennes.

Cette initiative intervient à un moment où M. Sharon craignait une pression internationale pour la reprise des négociations, notamment suite au Pacte de Genève¹, à l'initiative Ayalon-Nusseibeh² et à la Feuille de Route du Quartet (Organisation des Nations Unies, Etats-Unis, Union Européenne, Russie). L'idée d'un retrait de Gaza est alors apparue comme la solution pour calmer les acteurs internationaux et nationaux qui réclamaient des avancées pour la paix.



Ariel Sharon a présenté ce projet comme « la décision la plus difficile de sa carrière » pour lui qui a toujours soutenu le développement des colonies. En février 2001, il affirmait aux élèves lors d'une cérémonie dans une école à Jérusalem : « *Eretz Israël [la Palestine historique] tout entière nous appartient* », légitimant de ce fait les colonies illégales. Il a donc voulu faire du retrait la preuve de son engagement pour la paix, en défendant cette proposition auprès de son parti opposé à ce désengagement.

Il a subit de difficiles revers au sein du Likoud qui refusait l'alliance au gouvernement avec les travaillistes, alliance nécessaire pour le vote du désengagement à la Knesset (parlement israélien). Suite au ralliement du Likoud, à l'entrée des travailliste dans le gouvernement, Knesset a voté le 26 octobre 2004 par 65 voix contre 45 le plan de désengagement des colonies de Gaza et du nord de la Cisjordanie.

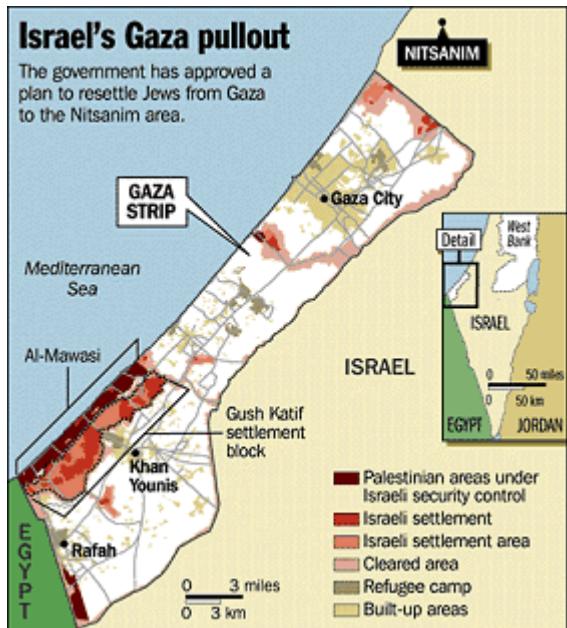
¹ Initiative non officielle de négociation entre des personnalités politiques israéliennes et les palestiniennes dans la poursuite de la Feuille de Route, mais qui n'a pas été reconnue par les autorités.

² Initiative de la société civile pour la création de deux états





▪ Quel désengagement ?



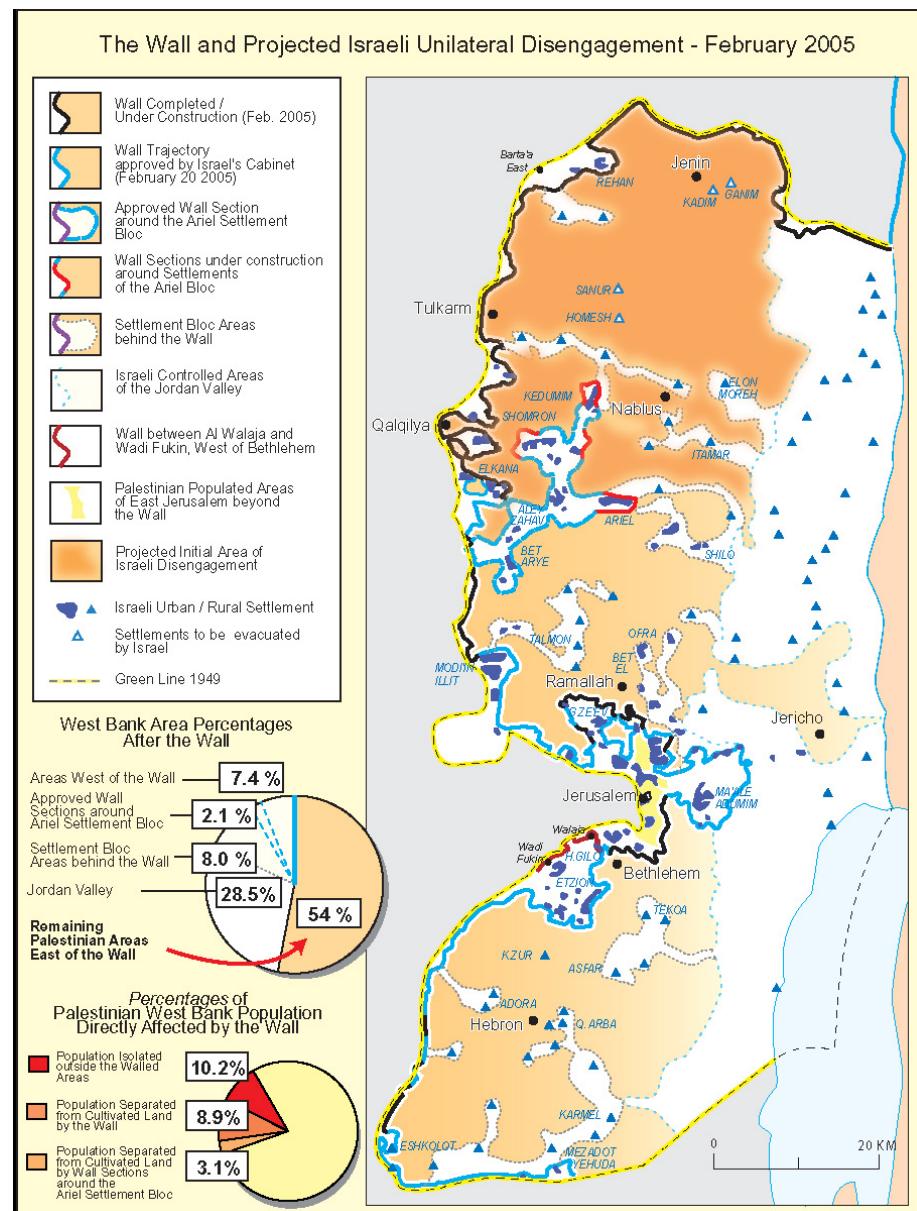
caractéristiques pour un territoire souverain est que l'autorité qui le contrôle peut seule exercer la force (action de police...) et il s'agirait donc de la fin de l'occupation, synonyme d'une non souveraineté. Le texte du désengagement précise que « *1) L'État d'Israël contrôlera et préservera le périmètre terrestre extérieur de la bande de Gaza, dominera de façon exclusive l'espace aérien de Gaza et continuera son activité militaire dans le territoire maritime de la bande de Gaza. 2) La bande de Gaza sera démilitarisée et exempte d'armes, leur présence étant contraire aux accords israélo-palestiniens. 3) L'État d'Israël se réserve le droit fondamental de légitime défense, à la fois préventive et réactive, ainsi que le droit de réagir par la force, le cas échéant, en réponse aux menaces émanant de la bande de Gaza.* »

Le contrôle aérien, maritime et des frontières fait de la souveraineté palestinienne sur Gaza une coquille vide de sens. De la même manière, le droit qu'Israël se garde d'exercer la force de manière préventive laisse présager de futures incursions dans les territoires palestiniens. De la même manière les territoires du nord de la Cisjordanie, dont Israël va se retirer, seront toujours soumis à la souveraineté israélienne, puisque le texte du désengagement prévoit que « *Dans tous les autres territoires de Judée-Samarie, l'activité sécuritaire se poursuivra selon le modèle actuel.* » Au regard de la légalité internationale, ces territoires continueront donc à être sous un régime d'occupation.

▪ Une mesure de diversion

Le texte du désengagement est clair, il ne s'agit pas de réduire l'emprise du pouvoir israélien sur les territoires palestiniens mais de redéployer les forces vers des objectifs plus stratégiques. Ainsi le texte prévoit que « *l'État d'Israël évacuera totalement la bande de Gaza – ceci comprenant toutes les implantations juives – et se redéploiera à l'extérieur.* » Cet extérieur étant bien entendu compris comme la Cisjordanie





« Il n'y aura pas de peuplement juif dans la bande de Gaza. Cependant, il est évident qu'en Judée et en Samarie, certaines zones feront partie intégrante de l'État d'Israël, notamment d'important blocs de peuplement juif, des villes, villages et des zones de sécurité, ainsi que des lieux dans lesquels l'État d'Israël a des connections importantes. » La Judée et la Samarie sont les noms bibliques donnés par les juifs à la Cisjordanie. Cette déclaration, présente dans le texte de désengagement, est claire, il ne s'agit pas d'abandonner les colonies illégales en Palestine, mais simplement de se concentrer sur une zone plus stratégique.

Le désengagement est de l'aveu même de certains hauts responsables, un processus visant à consolider l'occupation d'Israël en mettant fin à tout espoir de négociation de paix. Ainsi le principal conseiller d'Ariel Sharon, Dov Weissglass, affirmait, le 6 octobre 2005, dans un





entretien au quotidien Haaretz que le sens du désengagement de Gaza « est le gel du processus de paix » afin d' « empêcher la création d'un Etat palestinien ». « *Le désengagement, a-t-il ajouté, c'est en fait du formol, c'est la dose de formol nécessaire pour qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens.* »

En effet la bande de Gaza n'offrait aucun intérêt pour Israël : très coûteuse en moyens militaires et en pertes humaines à cause de sa situation d'extrême insécurité, ne disposant d'aucune ressource fondamentale (eau, terre fertile...), elle constituait un véritable bourbier pour l'armée israélienne. Une association de mères de soldats « Shuvi » (reviens en hébreu) s'est organisée pour faire du lobbying auprès des colons de Gaza afin de persuader ceux-ci de quitter ce territoire dont le contrôle était devenu trop coûteux en vie humaine. Ce mouvement incompris dans les colonies de Gaza connaît un succès important en Israël. Il ne remet en effet nullement en cause les colonies illégales de Cisjordanie.



Avec le redéploiement des forces en Cisjordanie, le gouvernement va pouvoir impulser une nouvelle vague de colonisation. De nouvelles constructions sont d'ailleurs prévues dans les colonies de Ma'ale Adummim et dans la vallée du Jourdain. « *L'État d'Israël poursuivra la construction de la clôture de sécurité, conformément aux décisions gouvernementales en la matière. Le tracé prendra en compte les considérations humanitaires.* »

L'évocation de la construction du mur dans le texte de désengagement réaffirme que celui-ci fait partie intégrante du renforcement des implantations de Cisjordanie puisqu'il pérennise ces colonies illégales. L'évocation de considérations humanitaires dans le tracé du mur semble être un outil de rhétorique puisque, à la fois dans les zones où le mur est achevé et dans celles où il demeure en construction, les droits humains (accès aux soins, à l'éducation, à l'eau...) n'ont pas été respectés.

Le désengagement de Gaza n'est donc qu'une diversion censée détourner le regard de la communauté internationale. Gaza restera une prison pour le peuple palestinien puisque ses frontières seront contrôlées par Israël et qu'elle restera coupée de la Cisjordanie. La poursuite de la colonisation de Cisjordanie, contraire à toutes les résolutions de l'ONU et à la Feuille de Route, pérennisera l'émettement des territoires palestiniens en bantoustans ingouvernables, rendant la perspective d'un état palestinien viable utopique.

▪ Quel avenir pour Gaza ?

Une fois les colons partis de Gush Katif et des autres colonies de la bande de Gaza, qu'adviendra-t-il des territoires palestiniens ? La coordination entre les autorités israéliennes et palestiniennes pour la préparation du transfert des infrastructures et des terres tarde à se mettre en place. Le plan de désengagement prévoit que « *Les habitations et les sites sensibles, y compris synagogues, ne seront pas maintenus. L'État d'Israël aspire à transférer les autres installations, notamment industrielles, commerciales et agricoles, à une autorité internationale tiers qui les mettra à disposition de la population palestinienne non impliquée dans le terrorisme.* »





Mais ce transfert demande une vraie planification, et les palestiniens dénoncent un manque de préparation, ils n'ont par exemple pas accès aux plans du réseau d'eau pour envisager un raccordement aux structures palestiniennes. Le caractère unilatéral du retrait est bien entendu un obstacle pour l'organisation de l'après retrait.

L'avenir de Gaza est un sujet d'inquiétude à tous les niveaux. Comment les autorités palestiniennes vont réussir à contrôler ce territoire surpeuplé, soumis à la violence et aux règlements de compte entre les différents services de sécurité et groupes armés. L'économiste gazaïote Salah Abdel Shafi déclarait : « *Nos forces de police ne sont pas capables de punir les infractions routières, comment pourraient-elles empêcher les habitants de Rafah et de Khan Younès de saccager les maisons évacuées ?* ». Beaucoup craignent une situation de chaos après le retrait israélien, certains allant même jusqu'à suspecter Israël d'avoir envisagé un retrait unilatéral précisément pour montrer l'incapacité de l'autorité palestinienne à faire respecter l'ordre à Gaza.



D'un point de vue strictement économique, la Banque mondiale avait lancé un avertissement, en assurant que le retrait israélien, s'il ne s'accompagnait pas d'un desserrement des contraintes imposées par Israël au nom de la sécurité sur l'économie palestinienne, ne profiterait pas à la population. En effet, l'absence de lien entre Gaza et la Cisjordanie, l'absence de contrôle des frontières, le refus actuel d'Israël du redémarrage de l'aéroport de Gaza condamnent les territoires à l'asphyxie économique. Les territoires du Gush Katif sont une opportunité pour les gazaïotes puisque selon Salah Abdel Shafi, il s'agit « d'un terrain de belle taille avec deux mille serres environ, des cultures faites pour l'exportation, des dunes et des plages idéales pour le tourisme, des infrastructures publiques de bonne qualité et quelques usines. Pour peu que nous soyons capables de le gérer correctement, le Goush Katif peut se révéler un atout économique de première main. »

▪ **Le désengagement, un enjeu politique pour la société israélienne**

Depuis quelques semaines, fleurissent sur les écrans de télévisions et dans les unes des journaux, les images de manifestations contre le désengagement. De plus en plus violentes, ces démonstrations de forces émanent pourtant d'une minorité de la population israélienne. Regroupant principalement des colons ultra-orthodoxes, se réclamant de parti d'extrême droite comme le Kach (mouvement pourtant interdit en Israël), ces manifestants invoquent des arguments religieux ou sionistes, réclamant la préservation du contrôle sur Eretz Israël (la Palestine historique). Ces opposants ont tout d'abord saisi les recours légaux pour faire face à l'évacuation, mais devant l'ultime rejet de la Cour suprême, le 9 juin dernier, leur mouvement





s'est radicalisé après des mois de protestation sous les bannières orange, symbole des opposants au retrait. Bloquant les axes routiers en se couchant sur le bitume, en lançant des clous sur la chaussée, s'opposant à l'évacuation de symboles (dont l'hôtel Palm Beach à Gaza, renommé Forteresse de la mer), ils tentent par tous les moyens de faire échouer le plan Sharon. Certains vont même jusqu'à craindre un attentat contre le premier ministre. Ces extrémistes viennent souvent des colonies de Cisjordanie pour occuper des points stratégiques de la bande de Gaza (notamment par l'occupation de bâtiments abandonnés), ce qui a provoqué la décision du gouvernement de boucler les colonies du Gush Katif jeudi 30 juin dernier. Les manifestations, qui dans un premier temps avaient demandé, sans l'obtenir, un référendum sur la question, durcissent aujourd'hui le ton. Les provocations, visant à anéantir

ce qu'ils perçoivent comme une avancée pour la paix, ont fait craindre une fin de la trêve fragile en vigueur depuis janvier 2005. Les incursions sur le Mont du Temple (troisième lieu saint de l'Islam, où avait commencé la seconde Intifada) se sont répétées lors des derniers mois pour provoquer une réaction violente des Palestiniens afin de mettre fin au processus de retrait.



Ces mouvements sont soutenus par certains rabbins qui n'hésitent pas à encourager de jeunes religieux à mener des actions violentes contre le redéploiement. Le rabbin Abraham Shapira appelait les soldats à la désobéissance en arguant que la participation au retrait constituait un péché. Le chef spirituel du Parti national religieux (PNR, extrême droite), M. Shapira est aussi le responsable de la yeshiva Merkaz Harav, l'une des écoles talmudiques les plus influentes du pays. Ces écoles, subventionnées par l'Etat, contribuent à l'infiltration de l'armée par des groupes religieux ce qui leur donne une forte influence sur les décisions, alors qu'ils sont très minoritaires dans la société. Selon des estimations du quotidien Haaretz, ils ne représentent que 5 % environ des effectifs totaux de l'armée mais leur présence aux postes de commandement apparaît disproportionnée : 30 % des postes de commandement opérationnel seraient tenus par des officiers religieux. Certains comme le rabbin de la colonie de Kedoumim en Cisjordanie, Daniel Shilo, affirment que « le respect de la loi religieuse est supérieur à la loi de l'Etat ». Ces déclarations laissent présager des difficultés lors du retrait. Les premiers actes de désobéissance ont eu lieu et certains commencent à craindre que ce désengagement ne donne lieu à un état de guerre civile en Israël. Même si cet extrême n'est pas atteint, il est certain que le désengagement est en train de révéler au grand jour les divisions au sein de la société israélienne. La perspective de soldats devant utiliser la force pour évacuer des colons prêts à tout pour rester dans la bande de Gaza, fait craindre un désaveu de la population israélienne. Déjà les sondages montrent un fléchissement important du soutien au désengagement qui est passé de 73% à 52% en l'espace de 2 mois.

Delphine Thizy

Ramallah, 2 juillet 2005

Palestinian Agricultural Relief Committees

Beit Hanina P.O. Box 25128 Shu'fat Jerusalem, Palestine

Tel : +972 2 2953650

www.pal-arc.org

